



COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL

Association
9 Villa d'Este
75013 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE COMPTABLE
AUDIT / CAC
GESTION
RESSOURCES HUMAINES
JURIDIQUE
FORMATION

*Pagny Associés Audit • 50, quai Sadi Carnot • 77100 Meaux • 01 60 42 73 01 • contact@pagny-associes.com • www.pagny-associes.com
Société par Actions Simplifiée au capital de 100 000 Euros • RCS Meaux 750 721 946 • TVA : FR 62 750 721 946 • APE 6920Z • Société de Commissariat aux Comptes
inscrite auprès de la Compagnie Régionale de Paris / Ile de France • Correspondant pour l'Amérique du Nord : Demers, Beaulnes et Associés Montréal Québec*



COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL

Association

Siège Social : 9 Villa d'Este 75013 PARIS

SIRET 351 353 354 00020

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CFCV « COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL », tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents adressés à l'organe de direction de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

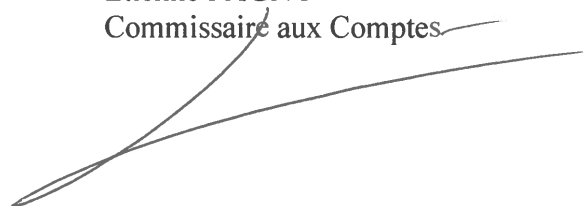
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chessy le 21 mars 2025

Etienne PAGNY
Commissaire aux Comptes



BILAN SIMPLIFIE
Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

| ACTIF | | | | | PASSIF | | |
|--------------------------------------------|----------------|-----------------------------|----------------|------------------|-------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------|
| | Brut | Amortissements & provisions | Net 2024 | Net 2023 | | 2024 | 2023 |
| Actif Immobilisé [1] | | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 | Fonds associatifs | 64 580 | 64 580 |
| Immobilisations corporelles | 30 544 | 20 171 | 10 372 | 9 788 | Leg Appartement Paris 19 | 170 000 | 170 000 |
| Installations Aménagement divers | 8 119 | 6 111 | 2 008 | 3 624 | Réserves | 53 357 | 53 357 |
| Matériels de bureau et informatiques | 18 289 | 11 243 | 7 046 | 5 203 | Report à nouveau | 143 736 | 134 656 |
| Mobiliier | 4 136 | 2 818 | 1 318 | 961 | Résultat de l'exercice | 8 818 | 9 081 |
| autres | | | 0 | 0 | Résultat sous contrôle de tiers financeurs | | |
| Immobilisations financières | 6 500 | | 6 500 | 6 500 | Subventions d'investissement | | |
| participations et créances rattachées | | | | | Provisions réglementées | | |
| prêts, cautionnements, avances et prêts | | | | | Amortissements dérogatoires | | |
| autres titres immobilisés | | | | | | | |
| Sous-Total [1] | 37 044 | 20 171 | 16 872 | 16 288 | Sous-Total [1] | 440 492 | 431 674 |
| Comptes de liaison [2] | | | | | Comptes de liaison [2] | | |
| Compte de liaison fonctionnement | | | | | Compte de liaison fonctionnement | | |
| Compte de liaison investissement | | | | | Compte de liaison investissement | | |
| Sous-total [2] | 0 | 0 | | | Sous-total [2] | | |
| Actif Circulant [3] | | | | | Provisions pour risques et charge | 0 | 0 |
| Stocks et en cours | | | | | Fonds dédiés | 50 000 | 464 900 |
| Créances | 30 750 | 0 | 30 750 | 30 372 | Sous-Total [3] | 50 000 | 464 900 |
| établis, usagers et comptes rattachés | 5 750 | | 5 750 | 5 372 | | | |
| Subvention à recevoir | 25 000 | | 25 000 | 25 000 | établissements de crédits à plus | | |
| Divers | | | 0 | 0 | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits à moins d'un an | | |
| Disponibilités | 625 392 | 0 | 625 392 | 1 022 547 | Avances et acomptes | | |
| valeurs mobilières de placement | | | | | Dettes fournisseurs | 34 206 | 36 120 |
| disponibilités | 625 392 | | 625 392 | 1 022 547 | Dettes fiscales et sociales | 138 173 | 121 743 |
| charges constatées d'avance | | | 0 | 0 | Dettes sur immobilisations | | |
| Autres créances | | | | | Autres dettes | 2 544 | 2 046 |
| Sous-total [3] | 656 142 | 0 | 656 142 | 1 052 919 | Produits constatés d'avance | 7 600 | 12 725 |
| Comptes de régularisation [4] | | | | | Sous-Total [4] | 182 523 | 172 633 |
| Charges à répartir | | | | | Ecart de conversion passif | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | | Sous-Total [5] | 0 | 0 |
| Sous-total [4] | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| TOTAL GENERAL [5] = [1]+[2]+[3]+[4] | 693 186 | 20 171 | 673 015 | 1 069 207 | TOTAL GENERAL [6] = [1]+[2]+[3]+[4]+[5] | 673 015 | 1 069 207 |

| DEPENSES | 2024 | 2023 | RESSOURCES | 2024 | 2023 |
|--------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| 60 - Achats de fournitures | 15 542 | 12 033 | 70 - Ventes de produits, Formations... | 35 422 | 44 116 |
| - Petites Fournitures et Entretien | 2 854 | 4 340 | - Formations | 34 652 | 43 119 |
| - Fournitures informatiques et administratives | 10 339 | 7 577 | - Ventes cassettes et DVD | 487 | 325 |
| - Achats livres | 2 349 | 116 | - Produits activités annexes (participations) | 283 | 672 |
| 61 - Services extérieurs | 54 591 | 57 682 | 74 - Subventions d'exploitation | 689 725 | 1 345 680 |
| - Leasing Orange | 673 | 2 018 | SDFE Convention Triennale | 372 500 | 372 500 |
| - Crédit Bail | 10 869 | 10 050 | SDFE | 20 000 | 257 000 |
| - Loyers bureaux et parking | 28 596 | 35 200 | Ministères solidarité et Santé (<i>Enfance</i>) | 92 100 | 415 800 |
| - Entretien & nettoyage locaux | 7 496 | 6 322 | Ministères solidarité et Santé (<i>Enfance</i>) | | 161 063 |
| - Maintenance (allo techno+konica) | 2 276 | 1 882 | Ministère du travail - (Apprentissage) | 6 000 | |
| - Assurances | 458 | 433 | Région Ile de France | 15 625 | 9 375 |
| - Documentation & Frais de formation | 4 223 | 1 778 | Conseil Général de Seine St Denis -Observatoire93 | 18 200 | 18 200 |
| 62 - Autres services extérieurs | 227 136 | 120 378 | Conseil Général du Val de Marne | 5 000 | 5 000 |
| - Honoraires divers de Formation | 4 000 | 6 960 | Ville de Paris | 20 000 | 20 000 |
| - Honoraires Intervenants | 7 400 | 0 | C.N.O.S.F. -SPORT | 10 000 | |
| - Honoraires Avocats partie civile, frais d'acte | 34 773 | 2 587 | Ville de Paris - enfance | 10 000 | 10 000 |
| - Honoraires comptabilité + Audit Qualiopi | 18 628 | 14 442 | CPAM 93 | 1 800 | 1 800 |
| - Honoraires Commissaire aux comptes | 3 385 | 3 703 | Autre Subvention | 2 000 | 2 000 |
| - Annonces, publications | 90 455 | 18 416 | ANS | 16 000 | |
| - Cadeaux, dons | 1 412 | 1 110 | | | |
| - Voyages, Déplacements | 11 102 | 22 764 | Fonds privés - Fondations | 100 500 | 72 942 |
| - Missions, Réception, Accompagnement victimes | 15 517 | 14 557 | UBER France | 23 000 | 22 942 |
| - Téléphone - Fax - Internet | 5 246 | 8 809 | Fondation des Femmes (Fondation de France) | 77 500 | 50 000 |
| - Téléphone vert | 31 201 | 23 489 | | | |
| - Frais affranchissement | 3 451 | 2 987 | 75 - Autres produits de gestion courante | 40 478 | 39 363 |
| - Services bancaires | 235 | 464 | - Collecte | 1 875 | 17 044 |
| - Cotisations | 330 | 90 | - Collecte Fondation de France | 1 325 | 735 |
| 63 - Impôts et taxes | 33 676 | 26 474 | - Collecte Helloasso | 36 058 | 18 995 |
| - Taxe sur salaire | 28 758 | 21 822 | - Cotisations | 1 215 | 220 |
| - Formation continue | 4 918 | 4 652 | - Autres produits divers | 5 | 2 369 |
| 64 - Charges de personnel | 851 371 | 751 583 | 76 - Produits financiers | 16 728 | 13 763 |
| - Rémunérations du personnel | 590 667 | 526 952 | - Gains financiers | | |
| - Rémunérations du personnel - Prime Ségur | 19 224 | | - Produits financiers (intérêts sur livret) | 16 728 | 13 763 |
| - Indemnités et avantages divers | 35 551 | 46 405 | | | |
| - Charges sociales | 180 438 | 157 996 | 77 - Produits exceptionnels | 41 889 | 21 446 |
| - Charges sociales - Prime Ségur | 6 863 | | - Indemnisation procès partie civile | 2 123 | 6 |
| - Autres charges de personnel (transport et stage) | 18 627 | 20 230 | - Remboursement frais de justice aux Victimes (Axa) | 22 100 | 21 440 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 29 | 14 | - Remboursement frais de justice (Autres) | 1 484 | |
| - Autres charges diverses | 29 | 14 | | | |
| 66 - Charges financières | 0 | 0 | - Indemnisation Maaf (sinistre) | 2 623 | |
| 67 - Charges exceptionnelles | 48 815 | 17 040 | - Autres produits exceptionnels sur exercices antérieurs | 13 559 | |
| - Charges except - Litige prud'homal | 27 015 | | | | |
| - Frais engagés pour les victimes (AXA) | 21 800 | 17 040 | | | |
| 68 - Dotation aux amortissements, provisions | 56 936 | 478 644 | 78 - Reprise sur amort. et provisions | 473 105 | 9 000 |
| - Dotation aux amortissements | 6 936 | 5 539 | - Reprise sur provisions | 8 205 | |
| - Dotation aux provisions charges à payer | | 8 205 | - Reprise des engagements réalisés/subv | 464 900 | 9 000 |
| - Engagements à réaliser/subv | 50 000 | 464 900 | | | |
| 69 - Impôts sur les intérêts financiers | 434 | 439 | 79 - Transfert de charges | 0 | |
| Total des Charges | 1 288 529 | 1 464 287 | TOTAL DES PRODUITS | 1 297 347 | 1 473 368 |
| Résultat | 8 818 | 9 081 | | | |
| 86 - Emploi contributions volontaires en nature | 30 551 | 39 554 | 87 -Contributions volontaires en nature | 30 551 | 39 554 |
| - Secours en nature | | | - Dons en nature | | |
| - Personnels bénévoles | 7 210 | 14 910 | - Bénévolat | 7 210 | 14 910 |
| - Prestations en nature | 23 341 | 24 644 | - Prestations en nature | 23 341 | 24 644 |
| TOTAL DES CHARGES | 1 327 898 | 1 512 922 | TOTAL DES PRODUITS | 1 327 898 | 1 512 922 |

RAPPORT FINANCIER

Exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est 673 015 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 8 818 E.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Association COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC mis à jour par l'ANC 2004-12 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des Associations.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur coût d'acquisition.

Méthode d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

Le mode linéaire a été retenu pour l'ensemble des immobilisations.

- Immobilisations incorporelles :
 - Logiciels Linéaire sur 12 mois,
 - Site Internet Linéaire sur 3 ans,
- Immobilisations Corporelles :
 - Construction Non amortissable
 - Travaux, Agencements, aménagements Linéaire sur 10 ans
 - Matériels de bureau Linéaire sur 5 ans,
 - Matériels informatiques Linéaire sur 4 ans,
 - Mobiliers de bureau Linéaire sur 10 ans,

Méthode de provisionnement des Immobilisations Financières :

NEANT

Valeurs mobilières de placement

NEANT

Stocks

NEANT

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé = 37 044 E

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 37 044 E

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

| Nature des biens immobilisés | Montant | Amortis. | Valeur nette | Durée |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|------------------|
| Trav.agts d/locaux | 8 119 | 6 111 | 2 008 | de 1 à 3 ans |
| Mat.bureau & informatiques | 18 289 | 11 243 | 7 046 | de 1 à 10 ans |
| Mobilier | 4 136 | 2 818 | 1 318 | de 3 à 5 ans |
| Dépôt et cautionnement | 6 500 | | 6 500 | de 1 à 10 ans |
| | | | | Non amortissable |
| TOTAL | 37 044 | 20 171 | 16 872 | |

Le CFCV a réalisé des investissements en matériel et réseau informatique.

Etat des créances = 30 750 E

| Etat des créances | Montant brut | A un an | A plus d'un an |
|------------------------------------|---------------|---------------|----------------|
| Créances à recevoir | 5 750 | 5 750 | |
| Subvention à recevoir | 25 000 | 25 000 | |
| Divers Produits à recevoir | - | - | |
| Autres créances | - | - | |
| TOTAL | 30 750 | 30 750 | |
| Charges constatées d'avance | - | - | |

Les créances à recevoir correspondent à des formations dispensées en 2024 en attente de règlement.

L'association s'est vu accorder des subventions à recevoir par la Région pour 25 000 euros.

Trésorerie = 625 392 E

L'association dispose d'un compte courant, de deux comptes sur livret et d'une caisse dont les soldes correspondent aux différents relevés bancaires.

| Solde comptable des Comptes de Trésorerie | Au 31/12/2024 | Au 31/12/2023 |
|-------------------------------------------|----------------|------------------|
| Compte courant | 116 754 | 560 583 |
| Compte Livret | 427 753 | 383 352 |
| Livret A | 80 653 | 78 304 |
| Caisse | 232 | 309 |
| Total | 625 392 | 1 022 547 |

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds Associatifs : 440 492 E

| | |
|-----------------------------------------------|------------------|
| • Fonds associatifs sans droits de reprise | 64 580 € |
| • Legs et donations d'un appartement Paris 19 | 170 000 € |
| • Réserve de trésorerie | 53 357 € |
| • Report à nouveau | 143 736 € |
| • Résultat de l'exercice | 8 818 € |
| • Fonds propres | 440 492 € |

Report à nouveau :

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de 2023, le résultat comptable en bénéficiaire de l'exercice 2023 (+ 9 081 €) a été affecté totalité en report à nouveau.

Résultat de l'exercice :

L'exercice 2024 se traduit par un excédent comptable de 8 818 €.

Provisions pour risques et charges = 50 000 E

Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement : 50 000 E

Il s'agit de provisions sur engagement à réaliser correspondant à la fraction non consommée de recettes affectées en raison des engagements pris à l'égard des tiers.

| | | | 2024 | | |
|--------------------------------------|-------|---------|--------------------------|-------------------------|-----------------------|
| | Année | Montant | dotation fonds dédiés | Reprise fonds dédiés | Total fonds dédiés |
| SUBV Région Corse | 2022 | 0 | | 0 | 0 |
| SDFE-SCBCM MINISTERES 100% | 2023 | 257 000 | 50 000 | 257 000 | 50 000 |
| SCBCM MINISTERES (2è ligne d'écoute) | 2023 | 207 900 | 0 | 207 900 | 0 |
| | | 464 900 | 50 000 | 464 900 | 50 000 |

Etat des dettes = 182 523 E

| Etat des dettes | Montant total | De 0 à 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|-----------------------------|----------------|----------------|--------------|---------------|
| Fournisseurs | 34 206 | 34 206 | | |
| Dettes fiscales & sociales | 138 173 | 138 173 | | |
| Autres dettes | 2 544 | 2 544 | | |
| Produits constatés d'avance | 7 600 | 7 600 | | |
| TOTAL | 182 523 | 182 523 | | |

Fournisseurs et comptes rattachés :

Il s'agit de diverses dépenses effectuées en 2024, décaissées en 2025 dont certaines factures ne sont pas parvenues pour 23 563€. A noter la provision pour le loyer datant de 2018 pour 13 559€, toujours non parvenue au 31/12/2024 a été annulée.

Dettes fiscales et sociales :

Les dettes fiscales et sociales sont composées pour l'essentiel de charges de personnel relatives au 4e trimestre 2024.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont composés :

- **7 600 €** d'une subvention accordée par la Préfecture pour une action appelée MIDECA dont l'action est de Former les organisateurs de soirées et de fêtes à la prévention des agressions sexuelles commises dans un contexte festif avec consommations d'alcool ou autres produits psycho-actifs.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Les ressources de l'association

Les subventions

| RESSOURCES | 2024 | 2023 |
|---------------------------------------------------|----------------|------------------|
| 74 - Subventions d'exploitation | 689 725 | 1 345 680 |
| SDFE Convention Triennale | 372 500 | 372 500 |
| SDFE | 20 000 | 257 000 |
| Ministères solidarité et Santé (<i>Enfance</i>) | 92 100 | 415 800 |
| Ministères solidarité et Santé (<i>Enfance</i>) | | 161 063 |
| Ministère du travail - (Apprentissage) | 6 000 | |
| Région Ile de France | 15 625 | 9 375 |
| Conseil Général de Seine St Denis -Observatoire93 | 18 200 | 18 200 |
| Conseil Général du Val de Marne | 5 000 | 5 000 |
| Ville de Paris | 20 000 | 20 000 |
| C.N.O.S.F. -SPORT | 10 000 | |
| Ville de Paris - enfance | 10 000 | 10 000 |
| CPAM 93 | 1 800 | 1 800 |
| Autre Subvention | 2 000 | 2 000 |
| ANS | 16 000 | |
| | | |
| Fonds privés - Fondations | 100 500 | 72 942 |
| UBER France | 23 000 | 22 942 |
| Fondation des Femmes (Fondation de France) | 77 500 | 50 000 |

L'association a reçu de nouvelles subventions, ce qui permet de dégager de nouvelles ressources - l'ANS et le C.N.O.S.F Sport.

Pour rappel, l'association a signé une convention triennale avec le SDFE, couvrant les années 2021 à 2023 pour un montant annuel de 372 500 euros et qui a été reconduit, à partir de 2024.

Les ressources internes de l'association

| RESSOURCES | 2024 | 2023 |
|-----------------------------------------------|---------------|---------------|
| 70 - Ventes de produits, Formations... | 75 900 | 83 479 |
| - Formations | 34 652 | 43 119 |
| - Ventes cassettes et DVD | 487 | 325 |
| - Produits activités annexes (participations) | 283 | 672 |
| - Collecte | 1 875 | 17 044 |
| - Collecte Fondation de France | 1 325 | 735 |
| - Collecte Helloasso | 36 058 | 18 995 |
| - Cotisations | 1 215 | 220 |
| - Autres produits divers | 5 | 2 369 |

Les Dépenses de l'Association :

| DEPENSES | 2024 | 2023 |
|----------------------------------------------------|----------------|----------------|
| 60 - Achats de fournitures | 15 542 | 12 033 |
| - Petites Fournitures et Entretien | 2 854 | 4 340 |
| - Fournitures informatiques et administratives | 10 339 | 7 577 |
| - Achats livres | 2 349 | 116 |
| 61 - Services extérieurs | 54 591 | 57 682 |
| - Leasing Orange | 673 | 2 018 |
| - Crédit Bail | 10 869 | 10 050 |
| - Loyers bureaux et parking | 28 596 | 35 200 |
| - Entretien & nettoyage locaux | 7 496 | 6 322 |
| - Maintenance (allo techno+konica) | 2 276 | 1 882 |
| - Assurances | 458 | 433 |
| - Documentation & Frais de formation | 4 223 | 1 778 |
| 62 - Autres services extérieurs | 227 136 | 120 378 |
| - Honoraires divers de Formation | 4 000 | 6 960 |
| - Honoraires Intervenants | 7 400 | 0 |
| - Honoraires Avocats partie civile, frais d'acte | 34 773 | 2 587 |
| - Honoraires comptabilité + Audit Qualiopi | 18 628 | 14 442 |
| - Honoraires Commissaire aux comptes | 3 385 | 3 703 |
| - Annonces, publications | 90 455 | 18 416 |
| - Cadeaux, dons | 1 412 | 1 110 |
| - Voyages, Déplacements | 11 102 | 22 764 |
| - Missions, Réception, Accompagnement victimes | 15 517 | 14 557 |
| - Téléphone - Fax – Internet | 5 246 | 8 809 |
| - Téléphone vert | 31 201 | 23 489 |
| - Frais affranchissement | 3 451 | 2 987 |
| - Services bancaires | 235 | 464 |
| - Cotisations | 330 | 90 |
| 63 - Impôts et taxes | 33 676 | 26 474 |
| - Taxe sur salaires | 28 758 | 21 822 |
| - Formation continue | 4 918 | 4 652 |
| 64 - Charges de personnel | 851 371 | 751 583 |
| - Rémunérations du personnel | 590 667 | 526 952 |
| - Rémunérations du personnel - Prime Ségur | 19 224 | |
| - Indemnités et avantages divers | 35 551 | 46 405 |
| - Charges sociales | 180 438 | 157 996 |
| - Charges sociales - Prime Ségur | 6 863 | |
| - Autres charges de personnel (transport et stage) | 18 627 | 20 230 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 29 | 14 |
| - Autres charges diverses | 29 | 14 |

Les achats représentent l'acquisition de petits équipements et de fournitures de bureau et informatiques.

Les postes « Déplacement », « Missions et Réceptions » et « Téléphone et Internet » ont été détaillés afin d'extraire les charges relatives au Pôle Formation.

Le poste « rémunérations d'intermédiaires et honoraires » concerne les honoraires du Commissaire aux comptes, de l'Expert-comptable et des Avocats intervenant dans les procédures engagées par l'association pour les victimes.

Au 31 décembre 2024, l'équipe salariée est composée de 19 personnes.

Le CFCV a augmenté son équipe au cours de l'année 2024, le nombre de salarié en équivalent temps plein est passé de 15 en 2023 à 16.5 en 2024.

Les autres charges de personnel correspondent essentiellement aux versements de transports pour les salariés.

| DEPENSES | 2024 | 2023 |
|----------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Impôts et taxes | 33 676 | 26 474 |
| - Taxe sur salaire | 28 758 | 21 822 |
| - Formation continue | 4 918 | 4 652 |
| Charges de personnel | 851 371 | 751 583 |
| - Rémunérations du personnel | 590 667 | 526 952 |
| - Rémunérations du personnel - Prime Ségur | 19 224 | |
| - Indemnités et avantages divers | 35 551 | 46 405 |
| - Charges sociales | 180 438 | 157 996 |
| - Charges sociales - Prime Ségur | 6 863 | |
| - Autres charges de personnel (transport et stage) | 18 627 | 20 230 |

Résultat financier : 16 728 €

| | 2024 | 2023 |
|----------------------------|---------------|---------------|
| <u>Charges financières</u> | 0 | 0 |
| <u>Produits financiers</u> | 16 728 | 13 763 |
| Résultat financier | 16 728 | 13 763 |

Les produits financiers correspondent aux intérêts du compte épargne et du Livret 2024.

Résultat exceptionnel : - 6 926 €

| | 2024 | 2023 |
|----------------------------------------------------------|----------------|---------------|
| Charges exceptionnelles | 48 815 | 17 040 |
| Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs | 27 015 | 0 |
| Frais engagés pour les victimes (AXA) | 21 800 | 17 040 |
| Produits exceptionnels | 41 889 | 21 446 |
| - Indemnisation procès | 2 123 | 6 |
| - Remboursement des frais de justice payés en 2024 (AXA) | 19 600 | 21 440 |
| - Remboursement des frais de justice payés en 2025 (AXA) | 2 500 | |
| - Remboursement Frais de justice (Autres) | 1 484 | |
| - Indemnisation Maaf sinistre | 2 623 | |
| - Autres produits exceptionnels sur exercices antérieurs | 13 559 | |
| Résultat exceptionnel | - 6 926 | 4 406 |

Il s'agit pour l'essentiel du programme AXA, pour indemniser les frais de justice engagés.

Les charges exceptionnelles correspondent à des indemnités suite à un prud'homme.

Les produits exceptionnels sur exercices antérieurs correspondent à l'annulation de la provision pour loyer 2018, non avérée.

Dotations aux amortissements et aux provisions : 6 936 €

| | 2024 | 2023 |
|-------------------------------------------|--------------|--------------|
| Dotations aux amortissements | 6 936 | 5 539 |
| - Dotation aux provisions charges à payer | 0 | 8 205 |

Les dotations sont calculées sur la valeur brute des investissements figurant à l'actif du bilan

Les provisions sont des charges à payer au titre de 2024 mais dont le dénouement s'effectuera en 2025.

Engagements à réaliser sur fonds dédiés :

| | | | 2024 | | |
|--------------------------------------|-------|---------|--------------------------|-------------------------|-----------------------|
| | Année | Montant | dotation fonds dédiés | Reprise fonds dédiés | Total fonds dédiés |
| SUBV Région Corse | 2022 | 0 | | 0 | 0 |
| SDFE-SCBCM MINISTERES 100% | 2023 | 257 000 | 50 000 | 257 000 | 50 000 |
| SCBCM MINISTERES (2è ligne d'écoute) | 2023 | 207 900 | 0 | 207 900 | 0 |
| | | 464 900 | 50 000 | 464 900 | 50 000 |

Il s'agit de provisions sur engagement à réaliser correspondant à la fraction non consommée de recettes affectées en raison des engagements pris à l'égard des tiers.

AUTRES INFORMATIONS

Indemnités de fin de carrière

Aucune provision pour indemnité de fin de carrière n'a été comptabilisée compte tenu de l'impact non significatif de cette obligation sur la masse salariale de l'association.

Rémunération des dirigeants

Tous les dirigeants, étant bénévoles, aucun membre du bureau ne reçoit de rémunération

Impôt sur les sociétés = 434 E

L'impôt sur les sociétés est calculé sur les produits financiers du compte Livret

Contributions volontaires en nature = 30 551 E

| | 2024 | 2023 |
|------------------------------------------------------|--------|---------|
| Personnes bénévoles (nombre d'h) | 412 h | 852 h |
| Personnes bénévoles (valorisation) | 7 210€ | 14 910€ |
| Aide en nature concernant l'évaluation des loyers | 16 049 | 16 859 |
| l'évaluation des courses UBER | 7 292 | 7 785 |

Le bénévolat est valorisé à 17.50 euros de l'heure toutes charges comprises.

Dérogations aux prescriptions comptables

Néant

Modification affectant les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels

Néant

Evènements post-clôture

Néant



COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL

Association
9 Villa d'Este
75013 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

 **EXPERTISE COMPTABLE**
AUDIT / CAC
GESTION
RESSOURCES HUMAINES
JURIDIQUE
FORMATION

*Pagny Associés Audit • 50, quai Sadi Carnot • 77100 Meaux • 01 60 42 73 01 • contact@pagny-associes.com • www.pagny-associes.com
Société par Actions Simplifiée au capital de 100 000 Euros • RCS Meaux 750 721 946 • TVA : FR 62 750 721 946 • APE 6920Z • Société de Commissariat aux Comptes
inscrite auprès de la Compagnie Régionale de Paris / Ile de France • Correspondant pour l'Amérique du Nord : Demers, Beaulnes et Associés Montréal Québec*



COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL

Association

Siège Social : 9 Villa d'Este 75013 PARIS

SIRET 351 353 354 00020

Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes

Exercice clos le 31 Décembre 2024

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues au Code du Commerce relative à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires Aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de bases dont elles sont issues. Aucune convention entrant dans le cadre des dispositions précitées n'a été portée à notre connaissance.

Fait à Chessy le 21 mars 2025

Etienne PAGNY
Commissaire aux Comptes